

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701544ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701544ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1983). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 14(3), 542–554. <https://doi.org/10.7202/701544ar>

II — Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1983)

A — Aperçu général

Les États-Unis et la France occupaient toujours une place prépondérante dans les relations extérieures du Québec au printemps. Avec ces pays, le Québec poursuivait ses relations habituelles où figurent régulièrement en cette période de l'année la conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des provinces de l'Est et la rencontre des premiers ministres français et québécois. Profitant de son passage sur le continent européen, le premier ministre Lévesque se rendait également en Suisse. Il avait été question que M. Lévesque termine ce voyage par une visite en Algérie mais celle-ci devait cependant être reportée¹. Le développement des relations économiques et commerciales guidait l'action du Québec sur la scène internationale et le ministre du Commerce extérieur continuait à se montrer très présent, tant à l'intérieur du Québec qu'à l'étranger.

B — Les politiques économiques et commerciales

Le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, présentait devant l'Assemblée nationale le 10 mai le budget de son gouvernement pour l'année 1983-1984. Il annonçait un budget de \$24,3 milliards, avec un déficit prévu de \$3,2 milliards et des besoins d'emprunts nets de \$2,2 milliards. L'accent était mis sur la création d'emplois et la relance de l'économie ce qui, « dans une économie comme la nôtre, affirmait le ministre, passe par un appui sérieux donné au secteur privé »². Parmi les mesures envisagées pour favoriser les investissements, M. Parizeau annonçait des réductions des tarifs d'électricité qui peuvent s'élever à 50%. Le secteur de l'aluminium — le dossier Péchiney étant mentionné à ce chapitre — sera le premier à bénéficier de cette politique d'utilisation des surplus d'électricité qui constitue, déclarait le ministre, « un levier industriel fort puissant à notre disposition »³.

Trois nouveaux bureaux du Québec à l'étranger devraient être ouverts à l'automne, à Singapour, à Stockholm et à Bogota⁴. C'est ce qu'annonçait le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, lors de l'étude des crédits de son ministère en juin, crédits qui se chiffrent à \$18 millions pour 1983-1984. M. Landry annonçait également l'affectation de deux conseillers économiques itinérants, l'un pour l'Algérie et l'autre pour l'Asie du Sud-Est⁵. Il affirmait également son intention de réouvrir la délégation du Québec à Dallas et d'augmenter le nombre d'attachés commerciaux des délégations d'Atlanta, de Tokyo, de Los Angeles et de Chicago. Le ministre du Commerce extérieur estime que le renforcement du personnel des délégations à l'étranger est essentiel au soutien et à l'accroissement des activités d'exportations des entreprises québécoises⁶.

1. *Le Devoir*, 17 juin 1983, p. 2.

2. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 11 mai 1983, pp. 1 et 8.

3. *Le Devoir*, 11 mai 1983, p. 2.

4. Le ministère du Commerce extérieur et le ministère des Affaires intergouvernementales ne s'entendraient pas, semble-t-il, sur les villes d'implantation de ces nouveaux bureaux, le second préférant Hong Kong et le Brésil plutôt que Singapour et la Colombie. Voir à ce sujet Pierre TOURANGEAU, *Le Devoir*, 1^{er} juin 1983, p. 8 et *La Presse*, 2 juin 1983, cité par *L'Argus*, 2 juin 1983, pp. 1 et 2.

5. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 8 juin 1983, p. 11.

6. *Idem.*, p. 11. Pour une récapitulation du rôle et des objectifs du ministère du Commerce extérieur, voir l'entrevue accordée par le ministre Bernard Landry à Michel Nadeau, *Le Devoir*, 16 juin 1983, p. 13.

Par ailleurs, la création d'un Centre de finance et de commerce international (CFCI) était officiellement annoncée le 20 mai à Montréal par le président de la Communauté urbaine de cette ville en présence du ministre fédéral des Finances et du ministre québécois du Commerce extérieur. Les gouvernements fédéral et québécois participent tous deux au projet, y versant chacun \$150,000 sur trois ans et étant représentés au conseil d'administration du Centre. Le CFCI, qui doit soutenir d'abord les petites et moyennes entreprises, offrira des services d'information et d'orientation aux entreprises exportatrices ou désireuses d'exporter. Le premier service offert par le Centre sera celui d'un Centre d'orientation à l'exportation (COREX) qui ouvrira à l'automne à Montréal⁷.

Quant au projet de faire de Montréal un centre bancaire international, suivant le projet du président de la Bourse de Montréal, M. Pierre Lortie, le gouvernement fédéral décidait de ne pas le soutenir, quelques jours après que le ministre québécois des Finances ait annoncé son intention, dans le discours du budget, d'enlever toute taxe, impôt et contributions d'employeurs qui seraient reliés aux transactions d'un tel centre si le gouvernement fédéral faisait de même⁸.

Une impulsion à l'exportation était également fournie au secteur de l'éducation par la création d'une Société d'exportation des ressources éducatives du Québec (SEREQ), annoncée le 31 mai par le ministre de l'Éducation, M. Camille Laurin. La SEREQ disposera d'un budget de \$2 millions sur trois ans. Le Québec, déclarait M. Laurin, cherche ainsi à prendre une part plus grande du marché international de l'ingénierie éducative. Il s'agit d'exporter du matériel didactique, de construire des infrastructures scolaires et de recherche et de fournir la main-d'œuvre spécialisée – professeurs, ingénieurs et techniciens – aux pays intéressés. Selon M. Laurin, la réputation du Québec dans ce domaine est bien établie grâce à sa participation à l'OCDE, au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO⁹.

C — Les politiques d'immigration

Le Québec a accueilli 20,915 immigrants en 1982, révélait, au printemps, le ministre de l'Immigration, M. Gérald Godin. De ce nombre, 3,284 sont venus d'Haïti, 1,804 de France, 1,299 du Vietnam, 980 de Pologne, 897 du Cambodge, 859 des États-Unis, 754 d'Angleterre et 496 du Salvador. Par ailleurs, le ministre annonçait que 600 Salvadoriens devraient entrer au Québec en 1983¹⁰.

En ce qui concerne les immigrants illégaux, le ministère de l'Immigration soumettait en avril à M. Lloyd Axworthy, ministre fédéral de l'Immigration, un rapport dans lequel il se disait opposé aux solutions extrêmes que constituent l'expulsion et l'amnistie générale pour régler le problème. L'analyse faite par le ministère évalue entre 15,000 et 18,000 le nombre d'immigrants illégaux au Canada, et à 3,000 au Québec alors que les données du Conseil consultatif canadien de l'immigration mentionnaient plutôt, l'automne dernier, l'existence de 200,000 à 300,000 immigrants illégaux. Le Québec croit qu'il faut continuer à s'occuper cas par cas des immigrants illégaux, en leur permettant de rester au pays pendant l'étude de leur dossier. Il estime également que ces personnes devraient pouvoir être parrainées par des Canadiens. Enfin, suivant le rapport, le gouvernement fédéral devrait améliorer le contrôle de l'entrée au pays¹¹.

7. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 21 mai 1983, p. 10.

8. *Idem.*, 14 mai 1983, pp. 1 et 16 et *Le Devoir*, 11 mai 1983, p. 2.

9. Michel ROESLER, *La Presse*, 1^{er} juin 1983, cité par *L'Argus*, 1^{er} juin 1983, pp. 11-12.

10. *La Presse*, 27 avril 1983, cité par *L'Argus*, 27 avril 1983, p. 9.

11. Angèle DAGENAI, *Le Devoir*, 13 avril 1983, p. 2.

Dans un discours prononcé le 18 juin devant le Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés, le ministre Godin proposait à son homologue fédéral la mise sur pied d'un programme spécial d'accueil pour les réfugiés Tamouls du Sri Lanka. Il suggérait également au gouvernement fédéral d'entreprendre des discussions pour régler le problème des réfugiés en attente de statut à Montréal. Ceux-ci, déclarait le ministre québécois, bénéficient maintenant de soins de santé gratuits, Ottawa leur ayant coupé l'assistance sociale. M. Godin profitait enfin de l'occasion pour rendre public le rapport sur les réfugiés en attente de statut préparé pour son ministère. Le rapport recommande notamment l'accélération des procédures nécessaires à l'obtention d'un statut de réfugié et souligne l'importance de fournir aux réfugiés soins de santé, assistance sociale et enseignement primaire. Il estime également nécessaire la négociation avec le gouvernement fédéral pour l'harmonisation des politiques des deux gouvernements, ce avec quoi le ministre Godin s'est dit d'accord¹².

Enfin, selon le journal *Le Devoir*, le Québec se doterait à l'automne d'une politique de l'immigration et travaillerait depuis plusieurs mois à la mettre sur papier¹³.

D — Le Sommet francophone

L'annonce, de source fédérale, d'une entente Trudeau-Mitterrand sur le principe de la tenue d'un Sommet francophone faisait la manchette des journaux au début du mois de juin et tout au long du séjour qu'effectuait quelques semaines plus tard en France le Premier ministre du Québec. La France aurait-elle « laché » le Québec, pouvait-on lire dans la presse. Du côté gouvernemental, les commentaires étaient prudents, le premier ministre René Lévesque se contentant de rappeler la position traditionnelle de la France et du Québec à ce sujet, soit que le Québec doit, advenant la tenue d'un tel sommet, y être membre à part entière en tant que gouvernement participant¹⁴. Le ministre des Affaires intergouvernementales, en visite officielle en France à ce moment pour y préparer le voyage de M. René Lévesque, émettait pour sa part un communiqué où il affirmait avoir été « consulté » à ce sujet par les autorités françaises. Le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, et le conseiller du président Mitterrand, M. Régis Debray – ce dernier étant chargé du dossier du Sommet – auraient assuré Jacques-Yvan Morin qu'il n'y avait pas d'entente entre le Canada et la France à ce propos mais que le projet était plutôt à l'état d'ébauche¹⁵.

Le Premier ministre québécois se disait lui-même rassuré par les propos que tenait le premier ministre français. M. Pierre Mauroy, qui recevait M. Lévesque en France à la fin juin. M. Mauroy déclarait en effet lors d'une conférence de presse qu'il tenait conjointement avec M. Lévesque que le Sommet n'était pas « un problème d'actualité pour la France ». Le Premier ministre français déclarait du même coup que la question du statut qu'aurait le Québec à un éventuel sommet était un problème institutionnel qu'il appartenait au Québec et au Canada de régler, et que les discussions devraient permettre de trouver une « solution qui soit adoptée »¹⁶. « C'est, a également déclaré le premier ministre Mauroy au cours du séjour de René Lévesque, et ce sera, une préoccupation constante de voir le Québec occuper la place qui lui revient dans les instances francophones »¹⁷. La question a également été abordée

12. *Le Devoir*, 20 juin 1983, p. 2 et Jean-Claude LECLERC, *Le Devoir*, 21 juin 1983, p. 10.

13. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 5 mai 1983, p. 4.

14. *Le Devoir*, 1^{er} juin 1983, p. 1.

15. *Le Nouvelliste*, 8 juin 1983, cité par *L'Argus*, 10 juin 1983, p. 9.

16. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 29 juin 1983, pp. 1 et 14.

17. Dominique DHOMBRES, *Le Monde*, 30 juin 1983, p. 4.

au cours de l'entretien qu'a eu le Premier ministre du Québec avec le président Mitterrand qui, selon ce qu'en a rapporté M. Lévesque, aurait donné les mêmes assurances que M. Mauroy.

Ces « assurances » données au Premier ministre québécois ne doivent toutefois pas faire oublier l'intérêt réel que semble porter l'actuel gouvernement français à l'organisation d'un Sommet francophone. Comme le notait un observateur,

L'expression réitérée de cette volonté de la France de réunir et de participer à un sommet constitue, en fait pour le Québec, un changement d'attitude important. Car si la question du sommet n'est pas d'actualité, elle demeure d'intérêt.

Pour le Québec, ce changement d'attitude indique que, tôt ou tard, on sera forcé de composer avec cette volonté de la France de tenir un sommet, et possiblement d'en venir à des compromis avec Ottawa sur la question de son statut. Il ne pourra plus considérer que cette question est reléguée aux oubliettes comme il pouvait le faire naguère sous le président Valéry Giscard d'Estaing... »¹⁸.

E — Le Québec et les États-Unis

Les relations entre le Québec et les États-Unis suivaient leurs cours normal au printemps, avec la conférence annuelle des premiers ministres de l'Est du Canada et des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et les habituelles missions commerciales. Un événement préoccupait néanmoins les Américains : l'adoption du projet de loi sur le cinéma, qui posait des restrictions aux activités des grandes maisons de distributions américaines au Québec.

1 — LA RENCONTRE DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST ET DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

En compagnie de ses ministres des Affaires intergouvernementales et de l'Environnement, le Premier ministre du Québec participait à Charlottetown, les 20 et 21 juin, à la 11^{ème} Conférence annuelle des Premiers ministres de l'Est du Canada et des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre. Les questions énergétiques, et le problème des pluies acides ont été au cœur des discussions, comme lors de la conférence précédente.

Les participants à la conférence ont cette année encore adopté une résolution sur les pluies acides, demandant cette fois à leurs gouvernements fédéraux respectifs d'adopter des mesures plus strictes pour réduire les émissions qui causent ces précipitations¹⁹.

Le différend entre le Québec et Terre-Neuve au sujet de l'électricité a aussi été soulevé de nouveau au cours de la conférence lorsque le ministre des Finances de Terre-Neuve a déclaré, comme l'avait fait le premier ministre Peckford l'année précédente, que sa province s'opposerait à la demande faite par l'Hydro-Québec à l'Office national de l'énergie concernant la vente d'électricité à la Nouvelle-Angleterre. Le gouverneur du Vermont, M. Richard Snelling, a alors appelé les deux provinces à la réconciliation, déclarant que de l'électricité précieuse était gaspillée pendant que les deux provinces se disputent²⁰.

Les gouverneurs et les premiers ministres ont enfin manifesté l'intention d'intensifier leurs échanges économiques. Dans cette veine, des experts des deux pays participeront à l'automne au Québec à un colloque où ils s'efforceront d'identifier les secteurs de haute technologie dans lesquels ils pourraient collaborer²¹.

18. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 9 juillet 1983, p. 1.

19. Jonathan MANN, *The Gazette*, 21 juin 1983, cité par *L'Argus*, 21 juin 1983, p. 15.

20. *Le Devoir*, 22 juin 1983, pp. 1 et 8.

21. *Le Devoir*, 21 juin 1983, p. 12.

2 – LES RELATIONS COMMERCIALES

Le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, se rendait à Boston en mai et à Chicago en juin en mission commerciale. À Boston, le ministre québécois, afin de promouvoir les investissements en provenance de la Nouvelle-Angleterre, a fait valoir le coût, plus bas qu'ailleurs, de l'électricité au Québec, la situation géographique de la province et la main-d'oeuvre spécialisée réputée pour sa productivité. Le ministre est aussi passé au *New England Truck Show*, où le Québec était représenté par onze exposants²². À Chicago, M. Landry assistait à une exposition de techniques de l'habitation et du meuble à laquelle participaient neuf entreprises du Québec. Dans un discours prononcé devant l'Association des gens d'affaires et des économistes de cette ville, M. Landry a mis l'accent sur l'interdépendance du Québec et des États de la région des Grands Lacs. Cette région représente le deuxième marché régional du Québec aux États-Unis²³.

Le ministre des Affaires intergouvernementales soulignait également l'importance de la coopération entre le Québec et les États-Unis, devant les Chambres de commerce de Montréal et de Boston:

La coopération technologique entre vos états et le Québec pourrait, si nous le voulons, affirmait M. Jacques-Yvan Morin, briser la tendance au déplacement des affaires vers l'Ouest et créer une nouvelle et importante relation nord-sud qui nous rendrait partenaires plutôt que rivaux dans l'environnement économique qui émergera de l'élimination progressive des barrières tarifaires²⁴.

Devant le même auditoire, le ministre Morin déclarait que l'idée d'une liaison Montréal-New-York au moyen d'un train à grande vitesse méritait d'être considérée sérieusement. Le lendemain, on apprenait que le Québec et les États du Vermont et de New-York effectuaient des études de marché pour ce projet²⁵.

Par ailleurs, le gouvernement américain exprimait au printemps son opposition au projet de loi 109 sur le cinéma à l'étude devant l'Assemblée nationale. L'ambassade des États-Unis à Ottawa émettait à ce sujet une déclaration dans laquelle elle soulignait que

La loi, dans sa forme actuelle, a de telles provisions restrictives que plusieurs distributeurs de films des États-Unis actuellement au Québec seraient sévèrement lésés par les critères proposés...

Même si nous comprenons et sympathisons avec le désir du Québec d'encourager sa propre industrie cinématographique, nous sommes cependant troublés par certains aspects du projet de loi...

Nous sommes aussi inquiets des effets que cette législation restrictive aurait sur les efforts des États-Unis, du Canada et des autres démocraties industrielles à maintenir un système économique international ouvert qui nous avantage tous. De telles mesures protectionnistes sont d'autant plus inquiétantes qu'elles surviennent à un moment où la reprise économique s'amorce et où il est particulièrement important de maintenir un climat d'affaires qui encourage l'échange et l'investissement, aboutissant à des créations d'emploi²⁶.

22. Lynn KETTLESON, *The Patriot Lodger* (Quincy, Mass.), cité par la Délégation générale du Québec à New York, *Revue de presse-E.U.*, no. 351 (31 mai 1983), p. 1; *The Boston Globe*, 1^{er} mai 1983, cité par la Délégation générale du Québec à New York, *Revue de presse-E.U.*, no. 349 (16 mai 1983), p. 22.

23. *Le Journal de Québec*, 13 juin 1983, cité par *L'Argus*, 13 juin 1983, p. 11; *Ibid.*, 16 juin 1983, cité par *L'Argus*, 16 juin 1983, p. 8.

24. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 14 juin 1983, p. 11.

25. Alain DUHAMEL, *Le Devoir*, 15 juin 1983, p. 11.

26. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 16 juin 1983, pp. 1 et 12.

Le projet de loi 109 limite l'activité des maisons de distribution américaines aux films dont ils sont les producteurs ou dont ils détiennent les droits mondiaux, ce qui constitue une amélioration pour les distributeurs américains par rapport à une première version du projet qui limitait la distribution de films aux maisons détenus à 80% par des intérêts canadiens. Réagissant en chambre à la déclaration américaine, le Premier ministre du Québec a regretté ces « pressions totalement et parfaitement injustifiées » du gouvernement américain. M. Lévesque ajoutait que ces pressions n'étaient pas nouvelles, que des accommodements avaient déjà été consentis dans le projet de loi et qu'il n'était pas question d'aller plus loin. Le Premier ministre affirmait que la position du Québec avait été expliquée en détail lors de rencontres avec les maisons de distribution ainsi qu'avec le consul des États-Unis à Québec²⁷. La loi était sanctionnée le 23 juin par l'Assemblée nationale.

F — Le Québec et l'Europe occidentale

Les interlocuteurs privilégiés du Québec en Europe, la France et la Belgique, étaient toujours à l'honneur au printemps. Des visites officielles marquaient les relations avec ces pays, visites axées principalement sur les questions économiques et commerciales et ayant aussi, dans le cas du voyage en France de M. Lévesque, un volet politique important.

1 — LA BELGIQUE

Une délégation économique wallonne séjournait au Québec du 31 mai au 5 juin. Le ministre chargé des relations extérieures de la région wallonne, M. André Damseaux, était accompagné de gens d'affaires de l'Union wallonne des entreprises et de représentants des ministères wallons. Hôte du ministre du Commerce extérieur, M. Damseaux a également eu des entretiens avec le ministre délégué à la Science et à la Technologie, M. Gilbert Paquette, et avec la sous-ministre des Affaires intergouvernementales, Mme Paule Leduc.

Le développement de la coopération économique entre le Québec et la Wallonie a été souhaité de part et d'autre au cours de la visite. Pour le ministre Damseaux, les deux régions pourraient se servir mutuellement de portes d'entrée, l'une pour les marchés nord et sud-américain, l'autre pour les marchés européen et africain:

Développer le commerce entre le Québec et la Wallonie, de dire le ministre, c'est évidemment intéressant mais ça n'est jamais qu'un déplacement. Je crois que c'est au niveau de la conquête des marchés tiers que nous devons avoir une coopération plus poussée puisque nos ouvertures sont différentes²⁸.

Le ministre wallon affirmait par exemple que son gouvernement soutenait la compagnie Bombardier qui cherche à obtenir un contrat de fabrication de véhicules tout terrain en Belgique, ce qui, selon lui, lui permettrait de pénétrer le marché européen. M. Damseaux a également invité le Québec et le Canada à participer aux efforts de diversification des exportations poursuivis par la Belgique, dont 70% des exportations vont vers le marché commun. Il a également mentionné certains projets de coopération Québec-Wallonie, parmi lesquels une entente à l'étude entre la Société régionale d'investissement de Wallonie et les compagnies Donohue-Domtar, contrôlées par la Société générale de financement, l'intérêt de la Société québécoise d'exploration minière pour un projet de production de zinc en Wallonie

27. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 17 juin 1983, p. 2.

28. *La Presse*, 6 juin 1983, cité par *L'Argus*, 6 juin 1983, pp. 8-9.

et des discussions entreprises avec la Wallonie par le Centre de recherches industrielles du Québec et la Société de développement des industries culturelles et de communication du Québec²⁹.

Pour le ministre Damseaux, la venue de la délégation wallonne au Québec a été l'occasion d'identifier d'éventuels domaines de coopération et a permis aux hommes d'affaires de son pays de se faire des contacts au Québec. Du côté québécois, le ministre du Commerce extérieur s'est montré heureux, au cours de la visite de M. Damseaux, du développement des relations Québec-Wallonie :

La coopération économique entre le Québec et la Wallonie, a déclaré M. Bernard Landry, a progressé si rapidement depuis ses débuts, il y a à peine une quinzaine de mois, qu'elle connaît déjà de nombreux succès et qu'elle est appelée à un avenir des plus prometteurs³⁰.

2 – LA FRANCE

Les exportations du Québec vers la France se sont élevées à \$300 millions en 1982, une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente. De Paris, où il s'était rendu à la fin mai pour préparer la venue du Premier ministre québécois dans ce pays et d'où il faisait cette déclaration, le ministre des Affaires intergouvernementales traçait également un bilan positif de la coopération économique franco-québécoise pour l'année 1982 :

En dépit de la conjoncture, a dit le ministre, il y eut cinq implantations industrielles françaises au Québec en 1982 et la création de six sociétés mixtes franco-québécoises.

Ça signifie, en pleine crise économique, a-t-il poursuivi, \$20 millions d'investissements français au Québec et certainement plus d'une centaine d'emplois créés³¹.

M. Morin parlait encore d'une vingtaine d'accords entre les industries françaises et québécoises, sur des produits existants ou sur la fabrication de nouveaux produits au Québec, sous licence, dans des secteurs de pointe, par exemple l'agro-alimentaire, l'énergie et l'informatique. Trois ententes signées dans le cadre du programme de recherche industrielle et d'innovation technologique et six autres concernant les biotechnologies complètent ce tableau de la coopération franco-québécoise pour l'année 1982, dont M. Morin se déclarait satisfait³².

L'avenir de cette coopération économique était au coeur du voyage qu'effectuait à la mi-mai en France le ministre du Commerce extérieur. Il s'entretenait alors avec Mme Édith Cresson, son homologue français, des projets industriels et économiques conjoints³³.

La condition féminine faisait également l'objet de discussions franco-québécoises au printemps, lors du passage au Québec de la ministre des Droits de la femme et ministre déléguée auprès du premier ministre Mauroy, Mme Yvette Roudy. Les réunions de travail que Mme Roudy a eues avec la ministre québécoise déléguée à la Condition féminine, Mme Pauline Marois, ont porté sur les politiques antisexistes des deux gouvernements, sur le sexisme dans les manuels scolaires et le langage et sur les conséquences des technologies nouvelles sur la main-d'oeuvre féminine. Les deux derniers domaines ont été qualifiés de « dossiers plus neufs » par Mme Roudy, par rapport aux questions d'emploi et de contraception abordées par les deux femmes lors de leur rencontre de l'année précédente. Mmes

29. Michel NADEAU, *Le Devoir*, 3 juin 1983, p. 8.

30. *Le Devoir*, 3 juin 1983, p. 8.

31. *La Presse*, 2 juin 1983, cité par *L'Argus*, 2 juin 1983, p. 3.

32. *Ibid.*, p. 3.

33. *Le Soleil*, 4 mai 1983, cité par *L'Argus*, 4 mai 1983, p. 13.

Roudy et Marois se sont mises d'accord pour poursuivre leurs discussions à Paris à l'automne, discussions que pourrait couronner la signature d'accords sur l'échange de renseignements et de programmes en vue de l'amélioration de la condition des femmes des deux pays³⁴.

Le Premier ministre du Québec se rendait en France à la fin du mois de juin, dans le cadre des visites que se rendent régulièrement les chefs de gouvernement français et québécois. Se trouvaient également à Paris avec le premier ministre Lévesque ses ministres des Finances, des Affaires intergouvernementales, de l'Énergie et des Ressources et des Affaires culturelles. Au premier rang des préoccupations québécoises au cours de cette visite se trouvaient la question du Sommet francophone et le projet d'aluminerie que doit implanter au Québec la Société française Pechiney-Ugine-Kuhlman. Nous avons mentionné plus haut (voir section D) les commentaires faits par MM. Mauroy et Mitterrand au sujet du Sommet francophone pendant le séjour du Premier ministre québécois, et les assurances qu'ils lui auraient données.

Pour ce qui est du dossier Pechiney, les premiers ministres Mauroy et Lévesque annonçaient en conférence de presse le 28 juin que leurs gouvernements étaient parvenus à un accord. La Société générale de financement et la Société Pechiney-Ugine-Kuhlman signaient le lendemain un protocole d'entente établissant les grandes lignes du contrat qu'elles s'engageaient à signer avant 150 jours. Cette entente intervenait à la suite des discussions qu'avaient eues dans les jours précédents le ministre québécois des Finances, accompagné par le président de l'Hydro-Québec, et le ministre français de l'industrie et de la Recherche, qui avaient porté sur le tarif d'électricité et sur le partage des retombées économiques. La presse rapportait que la révision du tarif d'électricité, une réduction de 65% pour l'année 1986 et de 60% pour quatre ans ayant été agréée au lieu de 50% d'abord prévus, constituait une concession québécoise de l'ordre de \$20 millions³⁵. Certains points restaient encore à régler après cette entente, au sujet du financement et du partage des responsabilités entre les actionnaires.

Les premiers ministres français et québécois annonçaient également que plusieurs autres projets de coopération en étaient à une étape décisive:

- la production d'ordinateurs par un consortium franco-québécois, pour les besoins des écoles du Québec; les ministres Parizeau et Fabius ont été chargés de voir à ce que la production commence dans deux mois;

- un accord sur la cablodistribution, qui sera signé en juillet par les ministres des Communications des deux États, au terme duquel le Québec participera à l'implantation de la câblodistribution en France;

- une offre de la société Aérospatiale de construire une usine d'hélicoptères au Québec;

- un projet de construction d'une usine d'engrais au Québec par la société CDF-Chimie; l'établissement, à la mi-novembre, d'un centre de coopération interuniversitaire à l'Université de Paris VII qui disposera d'un budget de \$240,000 par année et fera des études sur le Québec;

- la co-édition d'une revue bio-médicale subventionnée pour trois ans, dans le but de promouvoir l'usage du français dans la communication scientifique;

- une étude sur le cinéma, dans laquelle sera abordé le problème du doublage des films en français, etc.³⁶

34. *Le Devoir*, 28 avril 1983, p. 14 et *Le Soleil*, 25 avril 1983, cité par *L'Argus*, 25 avril 1983, p. 10.

35. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 30 juin 1983, p. 2; *Le Devoir*, 29 juin 1983, pp. 1 et 14.

36. *Le Devoir*, 29 juin 1983, p. 14.

Les deux parties ont exprimé le désir de voir l'économie et la haute technologie prendre plus de place dans leurs relations. M. Mauroy disait ainsi au cours d'un déjeuner à la Délégation générale du Québec qu'il était temps que les relations entre les deux États évoluent vers autre chose que la culture et l'histoire commune et qu'elles se tournent vers les secteurs et les techniques d'avant-garde³⁷.

Sur le plan des déclarations politiques, M. Mauroy a souligné la volonté de la France de maintenir ses relations privilégiées avec le Québec, tout en ayant des relations normales avec le Canada. Parlant de la France et du Québec, le Premier ministre français a déclaré qu'ils étaient unis par « des liens permanents qu'aucune péripétie ne peut remettre en cause »³⁸. M. Lévesque souhaitait pour sa part que la France montre une « volonté politique » à l'égard du Québec. Affirmant que s'il était dans la nature des choses que la France soit, pour le Québec, « la première et la plus irremplaçable des ouvertures sur le monde », le Premier ministre québécois soulignait que la nature des choses ne garantissait pas tout:

Il faut de la volonté, poursuivait-il, une volonté politique, un choix délibéré et fermement maintenu. L'histoire ne cesse de démontrer que l'inévitable est rare et l'irréversible plus encore, et que même les penchants naturels les meilleurs ont besoin pour s'épanouir d'une bonne dose de volontarisme concret³⁹.

Au cours de ce voyage qu'il avait commencé à Lille et qui allait se terminer par une visite en Haute-Normandie, M. René Lévesque a été reçu en tête à tête par le président Mitterrand et a rencontré le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz et le maire de Paris, M. Jacques Chirac. Le Premier ministre s'est enfin adressé à quelques centaines d'hommes d'affaires membres du Conseil national du Patronat français, devant lesquels il a souligné les avantages – électricité, ressources naturelles abondantes, proximité du marché américain – que le Québec offre aux investisseurs étrangers⁴⁰.

3 – LA SUISSE

Le Premier ministre du Québec quittait la France pour la Suisse où il effectuait une visite officielle les 1^{er} et 2 juillet. M. Lévesque est d'abord passé à Genève, où il a été reçu par les autorités de la ville et du canton. Il s'est par la suite rendu dans la République du Jura, où il était l'hôte du président du gouvernement de la République, M. Roger Jardin.

Les deux hommes ont signé une entente de coopération entre le Québec et le canton du Jura. D'une durée de quatre ans, l'entente prévoit des investissements de \$25,000 du côté québécois et de 25,000 francs suisses du côté jurassien. Elle touche les secteurs culturels – organisation d'expositions, efforts en vue d'accroître la visibilité des maisons d'édition respectives, stages pour les artistes, présentation de films québécois et suisses – l'éducation – échange d'enseignants et jumelage d'établissements d'enseignements – et l'économie – notamment l'échange d'informations techniques.

MM. Jardin et Lévesque ont échangé des propos sur les référendums, le premier disant au second qu'il avait fallu de longues années aux Jurassiens pour atteindre « l'indépendance » – un référendum gagné quinze ans après un premier référendum perdu – et qu'il ne fallait pas lâcher prise. Le Premier ministre québécois s'est alors dit inspiré par l'exemple du Jura⁴¹.

37. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 28 juin 1983, p. 14.

38. Michel DAVID, *Le Soleil*, 27 juin 1983, p. A-1.

39. *Idem.*, 28 juin 1983, pp. A-1 et A-2.

40. *Idem.*, 29 juin 1983, p. A-5. Voir également: Sur la couverture du voyage du Premier ministre du Québec par la presse française, Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 2 juillet 1983, p. 3; sur les relations du Parti socialiste français avec le Québec et le Parti québécois, Bernard Descôteaux, *Le Devoir*, 11 juillet 1983, pp. 1 et 12.

41. *Le Devoir*, 2 juillet 1983, pp. 1 et 10.

G — Le Québec, la Côte d'Ivoire et le Zaïre

Le président de la Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny, était reçu à déjeuner à Montréal à la mi-juin par le premier ministre Lévesque, au cours d'un voyage de trois jours qu'il effectuait au Canada. Dans le discours qu'il prononçait à cette occasion, M. Lévesque a rappelé les liens qui unissent les deux pays, notamment au sein de la Francophonie. Il a aussi mentionné la présence à Abidjan, depuis 1970, d'un conseiller du Québec et a assuré la Côte d'Ivoire que le Québec continuerait à accueillir dans ses universités les étudiants ivoiriens. M. Houphouët-Boigny a pour sa part insisté sur le développement économique de son pays et a soulevé la question de la stabilisation du prix des matières premières, nécessaire a-t-il dit, à la planification budgétaire de son pays. Il a aussi répondu par l'affirmative à l'invitation que lui faisait le premier ministre Lévesque de participer aux fêtes 1534-1984, à Québec⁴².

Le commissaire d'État à l'Économie, à l'Industrie et au Commerce extérieur du Zaïre, M. Nyembo Shabani, était à Montréal en avril. M. Shabani a discuté avec le ministre québécois du Commerce extérieur des priorités de développement du Zaïre et de la possibilité que le Québec y participe. Les domaines des transports, de la formation de la main-d'oeuvre, la technologie et le financement ont été retenus parmi les plus propices à une coopération entre les deux États⁴³.

H — Chronologie thématique*

Contribution québécoise au Haut-commissariat pour les réfugiés

1^{er} juillet:

De passage à Genève, le Premier ministre du Québec rencontre le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Paul Hartling, à qui il remet un chèque de \$75,000 en guise de « contribution modeste », dit-il, à cet organisme.

Le ministre du Commerce extérieur rencontre les banquiers

6 juin:

M. Bernard Landry, ministre du Commerce extérieur expose le rôle et les programmes de son ministère à des représentants de banques canadiennes et étrangères. Des rencontres de ce genre devraient avoir lieu une ou deux fois par année dans le but d'instaurer une collaboration dans les secteurs de l'exportation et du financement international.

Mission au Togo

mi-avril:

Des représentants de huit compagnies québécoises participent à une mission commerciale qui effectue un voyage de dix jours au Togo.

Accord Québec-Sénégal

6 mai:

L'Institut de technologie alimentaire du Sénégal et l'Institut Armand-Frappier de Laval concluent une entente de coopération pour la recherche et l'échange d'informations scientifiques et techniques dans le domaine de l'agro-alimentaire et des biotechnologies.

42. *Le Devoir*, 18 juin 1983, p. 3.

43. *Le Journal de Québec*, 23 avril 1983, cité par *L'Argus*, 25 avril 1983, p. 5.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Dette argentine

4 mai:

Le ministre des Transports, M. Michel Clair, annonce que l'Argentine a payé le \$1,3 million qu'elle devait au Québec en paiement de la location de deux avions-citernes CL-125, à l'hiver 1981-1982.

M. Landry en Italie

20 juin:

Le ministre du Commerce extérieur part pour l'Italie où il doit passer deux semaines en mission commerciale et visiter Frioul, Milan et Rome.

Le premier ministre Lévesque à New York

21 mai:

Le premier ministre du Québec et son ministre des Affaires culturelles assistent au concert que donne l'Orchestre symphonique de Montréal au Carnegie Hall, à New York.

Exportations d'électricité

13 juin:

Venus participer au congrès annuel de l'Association nucléaire canadienne qui se tient à Montréal, le vice-président de la *Power Authority of the State of New York*, M. Robert A. Hiney, et le président du *New England Electric System*, M. G. W. Nichols, soulignent que certaines difficultés politiques pourraient nuire à la pénétration du marché américain par les exportateurs canadiens d'énergie. Au nombre des problèmes possibles, les deux hommes citent l'opposition de certains milieux américains qui préféreraient voir utiliser les surplus d'énergie du Midwest américain, et l'incertitude que laisse peser la dispute entre Terre-Neuve et le Québec au sujet des chutes Churchill.

Emprunt

mi-avril:

L'Hydro-Québec emprunte 100 millions de francs suisses pour financer son programme de construction.

Le Québec et l'Italie face au bilinguisme dans le quotidien Le Monde

15 avril:

Le journal *Le Monde* publie une lettre du ministre québécois des Affaires intergouvernementales qui réplique aux critiques formulées à l'endroit de la politique linguistique québécoise par le président du conseil régional de la vallée d'Aoste, M. Giulio Dolchi, dans l'édition du *Monde* du 25 février. M. Dolchi dénonçait notamment le refus du Québec d'appuyer un projet de résolution garantissant le droit à l'éducation bilingue déposé auprès de l'ONU et de l'UNESCO.

Visite au Québec de l'ancien premier ministre français

mi-mai:

M. Raymond Barre, premier ministre sous Valéry Giscard d'Estaing, effectue une visite au Québec.

Ariel Sharon à Montréal

1^{er} juin:

Le passage à Montréal de l'ancien ministre de la Défense d'Israël, M. Ariel Sharon, où il participe à une soirée-bénéfice au profit d'un hôpital de Jérusalem, est l'occasion de

manifestations dans les rues de la ville. La CEQ, la CSN, la Société Saint-Jean-Baptiste et le PQ de Montréal-Centre protestent contre la venue du « criminel de guerre » responsable des massacres de Sabra et de Chatilah, alors que plusieurs mouvements juifs et sionistes manifestent de leur côté leur appui à l'État d'Israël.

Commissaire à la visite du Pape

19 mai:

Le ministre des Affaires intergouvernementales annonce la nomination d'un commissaire général à la visite du Pape, qui sera chargé de préparer la venue au Québec du pape Jean-Paul II, prévue pour septembre 1984. Le titulaire du poste est M. Jacques Vallée, qui quitte ainsi la direction des Affaires d'Asie du ministère des Affaires intergouvernementales.

L'Aga Khan au Québec

25 avril:

Le premier ministre, M. René Lévesque, reçoit à déjeuner le prince Karim Aga Khan et la bégum Salina, qui effectuent une visite de deux jours au Québec. Assistent également au repas le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, les membres du corps consulaire, le maire de Montréal et l'archevêque de Montréal.

Parlementaires de langue française

11 avril:

Début des travaux de la deuxième assemblée régionale des parlementaires de langue française d'Amérique, ouverts à Québec par le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay. Y participent des parlementaires du Canada, du Brésil, du Maine, de la Louisiane, du Massachusetts, du Rhode Island, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et du Québec.

Congrès France-Québec

30 juin au 2 juillet:

Le Congrès international France-Québec se déroule à St-Malo. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales préside le banquet de clôture avec le ministre français délégué auprès du Premier ministre et chargé des relations avec le Parlement, M. André Labarrère.

Association pays cannois-Québec

23 avril:

Dîner-débat de l'Association pays cannois-Québec au cours duquel le délégué général du Québec en France, M. Yves Michaud est le conférencier d'honneur et parle de la télévision, dans le cadre du 19^{ème} marché international des programmes de télévision.

Le Québec et les marchés internationaux

6-7 mai:

Le Congrès annuel de l'Association des économistes québécois se tient à Montréal et porte sur le thème « L'ouverture du Québec aux marchés internationaux ».

Conférence sur l'indépendance de la justice

5 juin:

Ouverture à Montréal de la Conférence mondiale sur l'indépendance de la justice, à laquelle participent, une trentaine d'organismes internationaux et des délégués venus de trente-quatre pays.

Séminaire sur les communications

6 au 17 juin:

Dans le cadre de l'Année mondiale des communications, l'Institut international de la communication de Montréal organise un séminaire sur les conséquences sociales, culturelles et économiques des nouvelles technologies de communication. Y participent des hauts-fonctionnaires d'une quarantaine de pays du tiers-monde, du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.